



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Educ'action, maintenons la pression contre le gouvernement.

Depuis de très nombreux mois, la CGT Educ'action dénonce la politique gouvernementale et les très nombreuses attaques contre les salaires, les pensions, les minimas sociaux et la protection sociale. Elle s'oppose également aux nombreuses contre-réformes dans l'Education car porteuses de régression sociale pour les élèves et les personnels (réforme des lycées et de l'enseignement professionnel, liberté pédagogique restreinte dans le premier degré...).

Pour s'y opposer, la CGT Educ'action est fortement mobilisée dans l'Education, mais aussi au niveau interprofessionnel. Elle estime que la multiplication actuelle des mouvements sociaux (de forme et d'origine variée) doit permettre d'imposer un rapport de force suffisant pour faire reculer le gouvernement sur un certain nombre de sujets.

Ces mobilisations citoyennes et lycéennes ont déjà obligé le gouvernement et Macron à changer de posture. Nous avons donc l'obligation d'amplifier la pression car les premières annonces sont plus que maigres et ne seront pas financées sur le Capital. En effet, une nouvelle fois, toutes les mesures Macron vont s'attaquer au financement de la sécurité sociale et des services publics et ne constituent pas une rupture avec la politique menée jusqu'à présent.

Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation avec tous les personnels de l'Education, mais aussi avec les lycéen-nes, les étudiant-es et les parents d'élèves. Après la journée de grève et de mobilisation du 14 décembre, la CGT Educ'action appelle à poursuivre la mobilisation dès le 18 décembre **et à se saisir de toutes les dates de mobilisation à venir.**

La CGT Educ'action appellera à ce qu'une intersyndicale dans l'Education se réunisse dans les plus brefs délais afin de construire les mobilisations dès la rentrée de janvier et demande aux personnels de se réunir localement, pour construire la contestation et faire gagner nos revendications.

Montreuil, le 14 décembre 2018